

**Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES**

DELIBERATION N° 2021-033

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 mars 2021

L'an deux mille vingt et un, le 23 mars à 18h30,

le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 19 mars 2021, a tenu une réunion en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents : Christophe AUBERT, maire,

Éric GRAVIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints

Marie-Hélène COING, maire délégué

Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, Enrica TASSO,

Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Jocelyne MARTIN, Angélique AGUILAR, conseillers municipaux.

Etaient absents : Camille DURDAN, André GARDEN

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Agnès ARGENTIER donne pouvoir à Françoise MOREAU

Pierre BALME donne pouvoir à Christophe AUBERT

Stéphanie DEBOUT donne pouvoir à Jocelyne MARTIN

Delphine VAZEUX donne pouvoir à Jocelyne MARTIN

Pascal ESPITALIER donne pouvoir à Éric GRAVIER

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mmes Françoise MOREAU et Jocelyne MARTIN ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'elles ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.2 – Délégation de service public

OBJET : Télécabine de Venosc - Convention de délégation pour l'organisation de services de transport routier non urbain sur le territoire de l'Isère 2019/2020 – avenant n° 1

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L111-8,

VU la convention initiale signée le 09 novembre 2020,

VU le projet d'avenant n° 1 ci-joint.

Monsieur le maire expose à l'assemblée que la Région peut déléguer à une collectivité locale la compétence de transport routier non urbain dont elle est attributaire.

Elle peut également, conformément aux dispositions de l'article L3111-9 du code des transports, confier tout ou partie de l'organisation des services de transport scolaire au Département.

Les autorités organisatrices de second rang (AO2) ainsi nommées exercent alors les compétences déléguées au nom et pour le compte de la Région, selon des modalités fixées par conventions, dans la continuité des règles de participation financière jusqu'à présent appliquées par chaque Département.

Conformément aux modalités fixées dans les conventions de délégation longue, les Départements doivent impulser la coordination avec les autres autorités organisatrices de transport de second rang de la Région pour définir dans ce cadre les modalités d'exercice concerté de l'offre de transport proposée aux voyageurs.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et la commune ont signé le 9 novembre 2020, une convention de délégation pour l'organisation de services de transport routier non urbain, dans le cadre de l'utilisation de la télécabine de Venosc comme moyen de transport en commun.

La télécabine de Venosc fait partie de la concession qui a d'abord été déléguée à la société Deux Alpes Loisirs et ensuite à la SATA depuis le 1^{er} décembre 2020.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et la commune Les Deux Alpes, agissant par délégation de la Région en qualité d'autorité organisatrice de transport de second rang (AO2), souhaitent poursuivre et maintenir l'usage de cette installation à des trajets de type domicile – travail et domicile – établissement scolaire.

Aussi, la commune et la Région doivent conclure un avenant pour actualiser la convention initiale.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à l'assemblée de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation pour l'organisation de services de transport routier non urbain sur le territoire de l'Isère,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 susvisé.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT



**AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE DELEGATION
POUR L'ORGANISATION DE SERVICES DE TRANSPORT ROUTIER NON URBAIN
SUR LE TERRITOIRE DE L'ISERE**

ENTRE

La **REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES**, représentée par Monsieur le Président du Conseil régional en exercice, en vertu de la délibération n°.....de la Commission permanente du

Désignée ci-après « la Région »

ET

La **COMMUNE LES DEUX ALPES**, représentée par son Maire,, autorisé par le Conseil municipal du

Désignée ci-après sous le terme d'« Autorité Organisatrice de second rang » ou « AO2 »,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L111-8,
VU la délibération n°..... du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du relative au transport scolaire et non urbain et notamment ses titres I.1 et I.5,
VU la convention initiale signée le 09 novembre 2020,

Préambule :

La Région peut, dans les conditions prévues à l'article L1111-8 du code général des collectivités territoriales, déléguer à une collectivité locale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la compétence de transport routier non urbain dont elle est attributaire.

Elle peut également, conformément aux dispositions de l'article L3111-9 du code des transports, confier tout ou partie de l'organisation des services de transport scolaire au département, à des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des syndicats mixtes, des établissements d'enseignement, des associations de parents d'élèves ou des associations familiales.

Les autorités organisatrices de second rang (AO2) ainsi nommées exercent alors les compétences déléguées au nom et pour le compte de la Région, selon des modalités fixées par conventions, dans la continuité des règles de participation financière jusqu'à présent appliquées par chaque Département.

Conformément aux modalités fixées dans les conventions de délégation longue, les Départements doivent impulser la coordination avec les autres autorités organisatrices de transport de second rang de la Région pour définir dans ce cadre les modalités d'exercice concerté de l'offre de transport proposée aux voyageurs.

Article 1 - Objet de l'avenant :

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et la commune des Deux Alpes ont signé le 09 novembre 2020 une convention de délégation pour l'organisation de services de transport routier non urbain, dans le cadre de l'utilisation de la télécabine de Venosc comme moyen de transport en commun.

Depuis le 1er décembre 2020, la gestion du domaine skiable et des remontées mécaniques de la commune est assurée par la SATA dans le cadre d'une délégation de service public, en lieu et place de la société Deux Alpes Loisirs (DAL).

Le présent avenant a pour objet de modifier la rédaction de la convention afin de tenir compte du changement de délégataire.

Article 2 – Modification du préambule :

Le paragraphe 5 du préambule est modifié comme suit :

« La télécabine de Venosc fait partie de la concession que la commune a consentie à la SATA, pour l'exécution des services de transport public local par remontées mécaniques ».

Article 3 - Modification de l'article 3 (Tarification) :

Les paragraphes 3 et 5 de l'article 3 sont modifiés comme suit :

« Cette disposition n'est pas exclusive d'autres tarifs que l'exploitant (SATA) ou l'organisateur secondaire (la commune) pourraient mettre en œuvre, dès lors qu'ils ne font pas concurrence aux titres *Transisère* avec un risque de glissement tarifaire ».

« La participation de la Région sera ainsi calculée annuellement sur la base de la réalité du fonctionnement. Cette compensation ne saurait excéder un plafond déterminé par le chiffre d'affaires réalisé par la SATA sur cette télécabine durant la saison hiver 2009/2010. En d'autres termes, si l'augmentation de clientèle consécutive à l'application de la tarification *Transisère* venait à compenser la perte de recette liée à la baisse du tarif, l'exploitant ne pourrait prétendre à aucune compensation tarifaire ».

Article 4 - Modification de l'article 4 (Vente des titres et recettes) :

L'article 4 est modifié comme suit :

« La SATA pourra être commissionnée comme dépositaire du réseau *Transisère*, au moyen de la signature d'une convention tripartite entre la SATA, le Département de l'Isère agissant au nom et pour le compte de la Région et le gestionnaire de services associés au réseau *Transisère*. Cette convention précisera le montant de la commission sur les ventes et les obligations du dépositaire (accueil de la clientèle, charte graphique...). Dans tous les cas, la SATA transmettra au Département de l'Isère, agissant au nom et pour le compte de la Région, à chaque fin de saison et au plus tard le 30 mai de

l'année n+1 les données de fréquentation de ses services, en différenciant le nombre d'usagers titulaires d'un titre de transport départemental (scolaire ou commercial *Transisère*), et le nombre d'autres usagers disposant d'autres titres (dont forfaits de ski).

A titre dérogatoire et exceptionnel, cette convention définira également les modalités de reversement de la recette due à la SATA au titre de l'utilisation de la Télécabine ».

Article 5 : Modification de l'article 8 (Arrêts des installations) :

Les paragraphes 3 et 5 de l'article 8 sont modifiés comme suit :

« Les arrêts pour intempéries ne sont déduits que dans la mesure où ils n'ont pas donné lieu à la mise en place d'un transport de substitution par les soins de la SATA ».

« La SATA devra prévoir un dispositif particulier d'information des services du Département de l'Isère agissant au nom et pour le compte de la Région (Direction des Mobilités et Direction territoriale de l'Oisans) ainsi que de la commune de Venosc, des établissements scolaires concernés, des exploitants du réseau Transisère concernés, lors de tout arrêt exceptionnel (intempéries, grèves,...) pendant les périodes scolaires afin de permettre le déclenchement d'un mode de transport alternatif pendant la période de fermeture de la télécabine dans un délais compatible avec cet exigence de résultat (dans la mesure du possible la veille plutôt que le jour même) ».

Article 6 :

Toutes les clauses de la convention initiale, et le cas échéant de ses avenants éventuels, demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

A Lyon, le

L'Autorité Organisatrice de second rang,

Pour la Commune Les Deux Alpes

Le Maire,

Le Président du Conseil régional
Auvergne-Rhône-Alpes